PHILIPPE III

ET

LE DUC DE LERME

(1598-1621)

ÉTUDE HISTORIQUE D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS

Par Edouard ROTT

SECRÉTAIRE DE LA LÉGATION DE SUISSE EN FRANCE

(Extrait de la *Revue d'Histoire diplomatique.*)

PARIS
ERNEST LEROUX, EDITEUR
28, RUE BONAPARTE, 28

1887

PHILIPPE III ET LE DUC DE LERME

Correspondance manuscrite d'Aimeri de Jaubert, sieur de Barrault ; d'André de Cochefilet, baron de Vaucelas ; de Henri de Baufremont, marquis de Senecey ; de Claude de Grenelle et de Charles d'Angennes, comte du Fargis, ambassadeurs de France en Espagne ; de Battista Saluzzo, résident de la République de Gênes ; de Simon Contarini ; de Francesco Priuli ; de Pietro Contarini et d'Alvise Corner, ambassadeurs de Venise à Madrid ; — Relations des ambassadeurs vénitiens (Alberi ; Barozzi et Berchet, édit.) ; *Espagne 1598-1621.* — *Khevenhiller*, Annales Ferdinandei. — Mémoires de *Bassompierre*. — *Cabrera*, Relaciones de las cosas sucedidas en la Corte de España, desde 1599 hasta 1614.

« Je règne, si j'ose le dire, en Espagne. Je ne puis pousser ma fortune plus loin. » avouait un jour à Gil Blas le duc de Lerme. Cette confidence significative, rapprochée du tableau très pittoresque que nous a laissé de la cour du roi catholique le héros de Le Sage, caractérise l'un des côtés du revirement subi par la politique de l'Escurial au commencement du xvii^e^ siècle.

Avec la mort de Philippe II, en effet, l'absolutisme démoralisant, implacable, dont ce prince et Charles-Quint avaient été, pendant près d'un siècle, la prodigieuse incarnation devait nécessairement prendre fin. Plus qu'aucune autre province de la monarchie, l'Espagne soupirait après un changement de régime ; il lui fallait une politique nouvelle, à peine de perdre dans un très bref délai, les derniers vestiges de sa suprématie européenne. Il est vrai que la péninsule ibérique méritait bien quelque répit. N'avait-elle pas, jusqu'alors, soutenu à elle seule l'écrasant fardeau de l'empire des Habsbourg, fait face à toutes les éventualités de guerres sans trêve ni merci, conçu et tenté des entreprises insensées : la conquête de la France et celle de l'Angleterre, déjoué maintes coalitions protestantes, défendu enfin — à armes inégales — ses colonies d'outre-mer contre les corsaires anglais et hollandais ?

La Castille, épuisée d'hommes et d'argent, semblait incapable d'un nouvel effort. On n'eût pas trouvé soixante-dix hommes à enrôler dans un périmètre de six lieues autour de la capitale, qui se trouvait ainsi plus exposée à un coup de main de l'étranger que Naples ou Milan. De généraux espagnols, point ! ou plutôt un seul, un vieillard, Fuentes, le meilleur, sinon l'unique élève de ce grand homme de guerre qui fut Alexandre Farnèse. Au reste, Fuentes mort, et de son vivant déjà, les Italiens se poussaient aux charges militaires que les grands d'Espagne n'étaient plus dignes ni capables de revêtir. Le Génois Spinola commandait en Flandre les armées castillanes, tandis que le Génois Doria partageait avec le prince piémontais Philibert la direction des flottes du roi catholique.

Autre signe non moins équivoque de décadence, la vie intellectuelle et commerciale se retirait peu à peu de l'intérieur du pays pour se cantonner à Madrid, à Séville, port d'arrivage des galions des Indes, à Valence et dans quelques chefs-lieux de vice-royautés. Le sort de l'agriculture n'était pas meilleur ; partout le manque de bras se faisait cruellement sentir et, seules, les propriétés des Italiens et des Morisques, concessionnaires d'une partie du littoral de la Méditerranée, faisaient contraste au milieu des terres arides et incultes qui les environnaient. Quant aux finances, leur délabrement était sans exemple, et l'orgueil castillan souffrait à voir la haute banque italienne se venger à sa manière sur le trésor royal des exactions commises par les gouverneurs espagnols en Lombardie et dans les Deux-Siciles, et les contributions extorquées à ces provinces reprendre, sous la forme d'intérêts usuraires, le chemin de la Rivière de Gênes

A cette situation économique fort compromise, se joignait un héritage politique des moins engageants : Guerre avec l'Angleterre, guerre avec les Provinces-Unies, paix boiteuse avec la France ; des ennemis partout, et pas un allié sérieux, car on n'eût pu qualifier de ce nom les petits princes italiens et les cantons catholiques de Suisse.

Ce ne furent toutefois pas, comme on serait tenté de le croire,

les seules complications de la politique extérieure qui précipitèrent la décadence de l'Espagne au commencement du xvne siècle. Non. Quelques mois après l'assassinat de Henri IV, en octobre 1610, la monarchie de Philippe III ne se trouvait plus avoir, en Europe du moins, d'adversaires militants; partout les armes avaient été posées : la paix avec l'Angleterre (1604), la trêve des Pays-Bas (1609), l'instabilité des affaires de France paraissaient devoir replacer l'Espagne à son rang de première puissance continentale et lui assurer un relèvement que ses expéditions en Maroc n'étaient point pour entraver. Et cependant, malgré ces symptômes favorables, l'année 1610 et quelques-unes de celles qui la suivent, marquent précisément parmi les plus pénibles, les plus humiliantes de l'histoire du grand empire; l'énervement politique de la nation atteint son paroxysme, et l'ambassadeur de France à Madrid, Vaucelas, peut envoyer à Marie de Médicis cette définition, aussi exacte que typique, de la situation : « *L'Espagne me paraît de bile depuis la teste jusques aux pieds !* »

On verra plus loin combien amers furent les fruits du régime inauguré par Lerme à l'avènement de Philippe III, et combien illusoires les bénéfices retirés par l'Espagne de cette paix qu'elle réclamait avec tant d'instance et qui lui fut octroyée à seule fin d'enrichir une famille de favoris. En tout état de cause, et avant même d'aborder les questions de détail, il est permis de se demander si la continuation des hostilités en Flandre eut été plus ruineuse pour le royaume que l'administration maltôtière des Sandoval et le gaspillage éhonté qui caractérisa leur passage aux affaires. Sous Philippe III et Louis XIII, l'Espagne et la France ont toutes deux une sorte de défaillance : Lerme et Uceda entre Perez et Olivarez ; Concini et Luynes entre Sully et Richelieu. Toutes deux cependant se sont relevées dès le second quart du xvne siècle ; celle-ci pour reprendre sa marche ascendante, celle-là pour défendre pied à pied, dans une lutte pleine de grandeur, des provinces qui lui échappent les unes après les autres. L'histoire du ministère de Lerme explique en partie, croyons-nous, cette différence de fortune.

I

Le lundi 14 avril 1578, la reine Anne d'Autriche, quatrième femme de Philippe II, donnait le jour, au palais de Madrid, à un enfant que sa mauvaise étoile devait asseoir, vingt ans plus tard, sur le trône de toutes les Espagnes. Les premières années de ce petit fils de Charles-Quint ne laissent aucune trace dans l'histoire. Nourri d'un mauvais lait, scrofuleux jusqu'à la moelle, les jambes couvertes d'abcès, don Philippe n'existait pas aux yeux de ses futurs sujets, lorsque la disparition successive de ses aînés, en fit un prince des Asturies. Aussitôt, et comme par enchantement, on se souvint qu'il était né sous le signe du Capricorne, et cette parenté zodiacale avec l'empereur Auguste et le premier des grands-ducs Médicis suffit à lui faire prédire la plus brillante destinée. Astrologues et courtisans comptaient, il est vrai, sans Philippe II ; ils oubliaient que le despotisme du père devait finir par tuer toute volonté chez le fils, et que le spectre de don Carlos bouleverserait à la longue l'esprit naturellement timide et apathique de l'héritier de la monarchie catholique. L'éducation donnée à ce dernier répondit pleinement au désir de celui qui, pour ses fils du moins, n'eut jamais de père que le nom. Loaisa, archevêque de Tolède, chargé d'inculquer au jeune prince une très superficielle teinture de mathématiques et de latin, en même temps qu'une très forte dose de respect à l'égard du roi son seigneur et maître, ne remporta qu'un succès relatif dans la première partie de sa tâche, mais réussit à merveille dans la seconde.

En 1597, don Philippe le Solitaire, alors âgé de dix-neuf ans, se trouva définitivement mâté. Quelques mois auparavant, la nouvelle de la surprise de Cadix par la flotte anglaise avait fait bouillonner son sang dans ses veines et il s'était jeté aux pieds de son père, réclamant l'autorisation de voler en Andalousie. La réponse froide et dédaigneuse de Philippe II porta le dernier

coup aux instincts chevaleresques et aux nobles ambitions du jeune prince. Séparé, par ordre de l'ombrageux monarque, de sa sœur bien-aimée, l'infante Isabelle-Claire-Eugénie, l'héritier de la couronne supporta dès lors avec une stoïque résignation toutes les humiliations qu'il plût à son père de lui infliger; mais aussi, quand celui-ci, songeant enfin à lui donner une femme, fit passer devant ses yeux les portraits des trois jeunes princesses entre lesquelles se devait faire son choix, il put répondre : « *Choisissez vous-même, mon père, je n'ai pas d'autre volonté que la vôtre !* » En présence d'un témoignage aussi complet d'inertie, Philippe II comprit, mais trop tard, que son but était dépassé. Cette découverte, toutefois, ne le déconcerta pas. Prodigieux illusionné, il s'endormit de son dernier sommeil avec la consolante conviction de n'avoir jamais commis aucune action mauvaise, et quand, à son lit de mort, il recommanda la monarchie à son gendre désigné Albert d'Autriche, l'idée ne lui vint pas un instant que l'Espagne pourrait l'accuser un jour d'avoir été l'auteur responsable de celui que lui-même appelait ironiquement : *un' ombra di principe*.

Ce fut le 13 septembre 1598 que le prince des Asturies succéda, sous le nom de Philippe III, à Philippe II qui venait de s'éteindre à l'Escurial. Le nouveau roi entrait dans sa vingt-unième année. A en juger par les portraits du temps et les descriptions que les contemporains nous ont laissés de sa personne, Philippe devait être de taille plutôt au-dessous de la moyenne ; son expression était mélancolique, sa carnation fraîche et rosée ; sa barbe et ses cheveux d'un blond roux, sa moustache à la Velasquez, encadraient un visage régulier que déparait la saillie d'une lèvre par trop autrichienne.

Comme il était aisé de le prévoir, le nouveau roi ne consentit qu'avec regret à apporter à ses habitudes et à son genre de vie les quelques modifications nécessitées par les circonstances. Toujours est-il qu'en tout et partout il demeure l'opposé de Philippe II. Celui-ci, à qui la fortune aurait été sans doute moins contraire pour peu qu'il eût mis à exécuter ses plans autant de hardiesse qu'à les concevoir, se faisait rendre chaque jour un

compte exact des moindres évènements parvenus à la connaissance de ses ministres. Aussi bien ses décisions, consignées en marge des préavis ou « consultes » du Conseil d'État, témoignent-elles d'un travail sans relâche et d'une remarquable facilité d'assimilation. En revanche, aucune de ces qualités maîtresses du souverain ne se retrouve chez Philippe III, qui semble n'être monté sur le trône que pour se désintéresser des affaires publiques et renoncer à toute initiative en faveur des Sandoval. En effet, si le nouveau monarque consent à employer deux ou trois heures par jour à la signature, s'il se décide à jeter sur le papier un nombre très respectable de « *Yo el Rey* », c'est uniquement pour sauvegarder la dignité royale, car il existe un rescrit de 1598 déléguant au marquis de Denia, depuis duc de Lerme, une sorte de procuration illimitée, et attribuant au paraphe du favori une valeur égale à celui de Sa Majesté. Dès lors, pendant vingt-trois ans, les consultes du Conseil d'État ne seront plus communiquées au roi que pour la forme, et quand celui-ci se résignera parfois à les parcourir, voire même à les annoter, ce sera toujours à la demande de Lerme, désireux de se prévaloir auprès de ses collègues de la sanction du souverain.

De toutes les corvées nouvelles auxquelles Philippe se trouve astreint, il en est une qui lui répugne particulièrement : les audiences. La moindre question le trouble pour peu qu'il n'ait pas eu le loisir de préparer sa réponse ou de consulter son entourage. Reçoit-il un Italien ou un Flamand, son embarras augmente et, sa timidité aidant, c'est avec peine qu'il trouve des expressions pour traduire sa pensée. Plût à Dieu qu'il n'ait pas existé d'autre dissemblance entre lui et son aïeul Charles-Quint qui parlait la langue de ses sujets de Naples et des Pays-Bas, non moins couramment que l'Espagnol, le Français et l'Allemand !

La vie politique de Philippe III peut se résumer en deux mots : effacement et laisser-faire ; sa vie privée en un seul : lutte contre l'ennui. Agile à tous les exercices du corps, bon cavalier, grand chasseur, il passe une partie de ses journées à courir le cerf et le sanglier, à jouer au ballon avec ses courtisans, comme aussi à voyager quand ses finances le lui permettent

ou qu'il s'agit de faire voter aux cortès de nouveaux subsides. Le soir venu, il trouve dans le jeu de cartes et les dés le plus agréable de ses passe-temps, s'y oublie fréquemment jusqu'au matin et se reconnaît, en une seule nuit, débiteur de 200,000 ducats envers un Sandoval, ou de 100,000 envers un Guzman et autres créatures de Lerme. Avec un prince qui ignorait la valeur de l'argent, comment les grands n'auraient-ils pas été tentés de prendre leur revanche de l'oppression dans laquelle les avait tenus la main de fer du roi défunt? Après le jeu, c'est aux plaisirs de la table que Philippe consacre le meilleur de son temps. Certes, il ne boit que de l'eau et abhorre le vin au point d'en interdire l'usage à la reine, mais, en revanche, quel immodéré mangeur! Quatre repas par jour lui suffisent à peine, et encore fait-il durer l'un d'eux trois et même quatre heures, à ce que rapportent les ambassadeurs vénitiens et Vaucelas qui a vu, à maintes reprises, le roi souffrir de malaises d'estomac et d'indigestions « pour avoir trop mangé de la chair de porc. »

Ce sont là les défauts et les faiblesses de Philippe III. De vices on ne lui en connaît aucun. Bien au contraire, ses contemporains ne tarissent pas d'éloges sur ses grandes qualités d'intérieur. Ce taciturne, ce prodigue, ce glouton est le plus tendre des époux et le meilleur des pères. Il est à l'Espagne, en fait de chasteté, ce que Louis XIII est à la France, mais si, comme ce dernier, il n'ose regarder une femme sans rougir, il n'est cependant pas atteint de la misogynie maladive qui caractérisa toujours le mari d'Anne d'Autriche et lui fit différer outre mesure la consommation de son « *primo congresso.* » Au surplus, le sort paraît, pour une fois, avoir favorisé Philippe en éliminant d'emblée deux de ses prétendues, mortes du vivant de son père, et en lui réservant la plus excellente des trois : Marguerite, sœur de Ferdinand de Gratz, devenue reine d'Espagne en 1599. Touchant épisode au milieu d'une vie en somme profondément triste et inutile, que cet amour si pur, si enfantin, qui va se développant et s'affermissant, malgré les sourdes intrigues de Lerme, malgré les agaceries de la séduisante comtesse de Lemos, et que la mort seule parvient à briser!

II

Le premier acte politique du nouveau roi fut de recevoir le serment de son féal don Francisco de Sandoval y Rojas, marquis de Denia, et le second, d'abdiquer par une série de décrets sa liberté entre les mains de celui que le duc d'Ossuna devait surnommer bientôt le *grand tambour de la monarchie*. L'homme que la volonté royale portait ainsi brusquement au faîte des honneurs et de la puissance était encore moins digne que son maître de succéder à Philippe II et à Charles-Quint. Le secret de sa rapide fortune est celui de tous les intrigants qui, lorsqu'ils ont réussi à s'insinuer dans les bonnes grâces d'un prince héritier, font le vide autour de lui, de manière à paraître indispensables le jour de son avènement. Au reste, son ascendant sur Philippe III n'a rien de comparable à celui de la Galigaï sur Marie de Médicis ou d'Épernon sur Henri III; il présente bien plutôt quelque analogie avec l'influence exercée par Luynes sur Louis XIII, soit celle de l'amuseur sur l'amusé, car, pas plus que le favori français, Lerme n'est un homme à intelligence supérieure, pas plus que lui il ne trouve chez son maître des vices à flatter.

Il était écrit que Philippe II ne cesserait jusqu'à son dernier jour de compromettre inconsciemment l'avenir de son fils. Tout connaisseur en hommes qu'il prétendait être, le roi, en effet, n'hésita pas à attacher le marquis de Denia à la personne du prince des Asturies. Ce Sandoval, il faut le reconnaître, offrait bien des garanties de fidélité et d'humilité. Il était de petite noblesse, mal apparenté et sans fortune. On le savait de vingt ans plus âgé que le prince, quoiqu'il n'y parut guère tant il soignait son visage et sa mise. Bel homme au demeurant, d'un abord agréable, la nature l'avait doué d'une heureuse mémoire, grâce à laquelle il parvenait à masquer les lacunes d'une éducation première absolument insuffisante. De plus, il affectait une extrême modestie, et c'est même là ce qui avait achevé de bien

disposer en sa faveur un roi qu'offusquaient la morgue et les prétentions exagérées de la noblesse espagnole.

Être et paraître! Philippe II ne tarda pas à se convaincre de son imprudence. L'homme dont il venait de faire le compagnon de son fils était un ambitieux vulgaire, fourbe, sans consistance comme sans scrupules, accessible à la flatterie la plus basse et la plus grossière, outrément vénal, égoïste et rancuneux. Il s'agissait de mettre un terme à ses cabales et de l'éloigner avant qu'il ne se fût rendu complètement maître de l'esprit du prince. Philippe II eût pu le supprimer sans autre forme de procès; il se contenta de le pourvoir de la vice-royauté de Valence, mais cette disgrâce bénigne n'empêcha pas l'insinuant marquis de continuer des relations secrètes avec son jeune ami, aux yeux duquel il passa bientôt pour un martyr.

Le cadavre de Philippe n'était pas encore froid que déjà Sandoval, tenu au courant des diverses phases de la maladie du roi, arrivait à Madrid pour recueillir le fruit de ses intrigues. Nommé aussitôt *sommelier du corps* et *cavalerizzo mayor*, investi des plus hautes charges et dignités, l'*alter ego* de Philippe III commença par bouleverser le royaume de fond en comble. Philippe II, à son lit de mort, avait exprimé le vœu que ses ministres fussent conservés; ce fut une raison suffisante pour que le favori les sacrifiât à ses rancunes. L'exilé prenait sa revanche sur les auteurs de sa disgrâce. Don Christoval de Mora, « l'âme du feu roi », après avoir remis la *clef d'or* à Sandoval, prit la route de Lisbonne et fut chargé de faire, comme vice-roi, le bonheur du Portugal sa patrie; don Francisco Idiaquez, secrétaire du conseil d'État, dut résigner ses fonctions entre les mains de Pedro Franqueza, l'une des plus viles créatures de l'entourage du nouveau *cavalerizzo mayor*, et peu s'en fallut que Juan Idiaquez, le grand Idiaquez, ne suivît son frère dans sa retraite. C'eût été le reniement de la glorieuse tradition des Granvelle et des Perez, le passage des affaires des mains d'un homme d'État de premier ordre dans celles d'un brouillon incapable et prétentieux : en un mot la ruine de la diplomatie castillane. Heureusement pour la monarchie, le favori recula devant cette extrémité; il alla

même jusqu'à restituer peu à peu au vieux ministre une part d'influence, dont celui-ci ne manqua pas de profiter pour mettre la politique extérieure de l'Espagne à l'abri des défaillances honteuses infligées à sa politique intérieure par la *camarilla* des Sandoval.

L'épuration, une fois commencée, se continua sans ménagements dans toutes les branches de l'administration. Après le conseil d'État, remanié sur une grande échelle, ce fut le tour du conseil de Castille. La présidence de ce corps passa aux mains d'un Miranda, malgré la protestation de l'ancien titulaire, l'intègre Rodrigo Vasquez, qui osa du moins adresser à Philippe cette fière réponse : *Je me refuse à recourir à des prétextes pour colorer ma retraite, car mon seul crime est d'avoir servi fidèlement le feu roi et Votre Majesté.* Comme bien on pense, le favori n'eut garde d'oublier sa famille dans la répartition des grandes charges de l'État. Ses fils se virent dotés de riches apanages ; son frère, Juan de Sandoval, marquis de Villamizar, fut nommé vice-roi de Valence ; son beau-frère le comte de Lemos, vice-roi de Naples ; l'un de ses neveux reçut le généralat des galères d'Espagne, l'autre, la présidence des Indes ; ses oncles, don Tomas Borja et don Bernardo de Sandoval, devinrent : le premier, président du conseil de Portugal ; le second, grand inquisiteur et archevêque de Tolède, en remplacement de Portocarrero et de Garcia de Loaisa, qui ne put survivre à sa disgrâce. Deux ans après la mort de Philippe II, tous les grands emplois du royaume se trouvaient occupés par des parents ou des amis du marquis de Denia, que son maître venait de créer duc de Lerme.

L'hécatombe de fonctionnaires qui signala l'avènement de Philippe III n'est qu'un épisode de la révolution de palais de septembre 1598. Parmi les conséquences tout autrement graves qu'engendra celle-ci, il faut mentionner la rentrée à la cour et aux affaires du clergé et des grands que le feu roi avait laissés à l'écart d'une manière systématique. Quelque catholique qu'il fût, Philippe II ne s'était pas fait faute de résister aux empiétements de l'Église sur l'autorité royale. Moins rigide à cet égard, Philippe III semble, au contraire, s'être donné à tâche de réaliser

l'idéal du monarque tel que le concevait la curie romaine. On comprend dès lors quel docile instrument allait être, entre les mains des prêtres, ce prince qui s'offrait à faire pieds nus le voyage de Rome, pour peu que le pape consentit à élever au rang de dogme la théorie de « l'Immaculée-Conception, » qui multipliait à l'infini les monastères sur le sol de l'Espagne et portait en dix ans de sept à quarante mille le nombre des religieux de tout ordre chargés de les desservir. Aussi, plutôt que de compromettre sa fortune en tentant une résistance inutile, Lerme estima-t-il qu'il était de son intérêt d'utiliser le clergé pour agir sur l'esprit crédule et timoré du roi. Au premier rang parmi les fondateurs de pieux édifices, il permet aux moines de prendre pied à la cour; il les appelle même à son aide dès que Philippe fait montre de la plus petite velléité d'indépendance. Le confesseur et le duc sont-ils d'accord, le roi ne voit que par leurs yeux et brûle de signaler sa valeur en marchant contre quelques milliers de Morisques voués aux fureurs de l'Inquisition. Mais, en revanche, à peine le pacte est-il rompu, que l'arme forgée par le tout-puissant favori se retourne contre lui et que Philippe, à qui son directeur spirituel a représenté comme une action coupable le maintien de Lerme aux affaires, commence à se détacher du confident dont le crédit avait jusqu'alors triomphé de toutes les intrigues.

Si l'accroissement immodéré du nombre des ecclésiastiques, joint aux guerres exterminatrices de Flandre et d'Allemagne, explique la rapide dépopulation de la péninsule à partir de la fin du xvi[e] siècle, le rappel des grands à la cour peut être considéré comme une des raisons du déclin de l'agriculture et, par contre-coup, des finances espagnoles à la même époque.

Reléguée dans ses terres depuis plus de trente ans, la noblesse y avait vécu en somme à peu de frais; aussi, plutôt que de laisser improductifs les capitaux mis de côté par elle, ou d'en faire profiter le commerce et l'industrie, deux professions indignes de gentilshommes, les avait-elle employés à des travaux de défrichement et à l'amélioration de ses produits agricoles. L'avènement de Philippe III arrêta net cet essor. Pour rentrer à Madrid,

pour y paraître convenablement, les nobles abandonnèrent tout, firent argent de tout. Des revenus de cent mille ducats et plus furent absorbés par une étiquette ruineuse; des patrimoines considérables dissipés dans des fêtes, dont une seule, celle de Valence, à l'occasion du débarquement de la jeune reine, coûta au roi neuf cent cinquante mille ducats et aux grands de Castille près de trois millions d'or. Bientôt on ne vécut plus à la cour que pour l'ostentation. Et en fait, ces seigneurs, dont la morgue et l'ignorance n'avaient pas leur égale en Europe, et dont la seule ambition était de se couvrir en présence de Sa Majesté Catholique, eussent mis en gage leur vaisselle afin de faire meilleure figure dans le cortège royal, ou d'éclipser l'aristocratie française. C'était un duc d'Ossuna se faisant suivre, dans une visite à Bassompierre, de vingt carrosses chamarrés d'or et donnant à Madrid des fêtes publiques au cours desquelles, s'il faut en croire un résident génois, le vin coulait des fontaines; un duc de Feria, ambassadeur en France, puis gouverneur de Milan, « qui, estevant sa maison jusques au ciel et mesprisant tout le reste d'Espagne jusques au gouvernement, » venait, la veille de son départ pour Paris, « passer avec tout son train par devant le logis » de Vaucelas, « sans oublier trompettes », « et n'estoit nullement son chemin, mais tout le rebours », ajoute malicieusement l'ambassadeur.

Cependant, à mesure que les ressources du fisc royal diminuèrent et que, partant, les corvées officielles devinrent plus fréquentes et plus lourdes, les grands montrèrent moins d'empressement à remplir des missions qui se trouvaient être en définitive plus ruineuses qu'honorifiques. C'est ainsi qu'en 1613, le duc de Medina-Sidonia, chargé de conduire en France la jeune Anne d'Autriche, s'y étant refusé net, on dut, pour le contraindre à revenir sur sa décision, le menacer de lui procurer un remplaçant à ses frais, « car on tient... à la mode de ce pays, que ceulx qui recoipvent tel honneur sont obligez de faire les frais des infantes qu'ilz accompagnent. » L'application de cette maxime singulière n'empêcha pas, il est vrai, les Sandoval et leurs clients immédiats de continuer à s'enrichir, mais aussi eussent-ils été dix fois

grands de Castille de par la volonté de Philippe III que, grâce à leur lésinerie et à leur rapacité, ils seraient toujours demeurés aux yeux de la véritable grandesse ce qu'ils étaient en réalité : des parvenus.

III

En montant sur le trône, Philippe III s'était fait l'héritier d'une situation financière fort critique. Outre que les cent millions de dettes contractées par son père l'avaient été à un taux d'intérêt exorbitant, les meilleurs revenus de la couronne se trouvaient engagés pour plusieurs années aux Génois, Florentins, Allemands et autres créanciers du roi défunt. Pour arrêter les progrès du mal, il aurait fallu que le nouveau gouvernement prît sur lui de restreindre au strict nécessaire les dépenses de la maison royale, de supprimer les charges inutiles et de diminuer le chiffre des pensions, tout autant de moyens dont l'emploi répugnait à Lerme et à son entourage, impatients de s'enrichir. On trouva donc plus simple de ne pas se préoccuper du lendemain et de déployer un faste inouï de manière à donner le change à l'Europe sur les ressources pécuniaires dont pouvait disposer la couronne d'Espagne. Fêtes, festins, mascarades signalèrent la rentrée des grands à Madrid. Le trésor suffisait à tout; il semblait intarissable, et lorsque Philippe voyageait, c'était jusqu'à 3,000 écus par jour qu'y puisait Fray Gaspar de Cordoba, confesseur et maître d'hôtel spécialement chargé de subvenir aux dépenses du train royal.

Les conséquences de cette incurie ne se firent pas attendre. En 1602, tandis que ses galions, chargés d'or, sillonnaient l'Océan, Philippe III se trouvait déjà obéré au point de devoir recourir, comme son père, à la générosité de ses sujets et de faire quêter des subsides de porte en porte, *con molta sua indegnità in vero*. Deux ans plus tard, il se voyait contraint d'engager, jusqu'en 1611 et même jusqu'en 1614, les trois quarts des revenus de la couronne, de sorte que, à la veille de la mort de Henri IV, au moment où l'étranger menaçait leurs frontières,

il ne restait aux hommes d'État madrilènes que « trois millions cent cinquante mille ducatz... pour le payement de tous leurs gens de guerre, tant de mer que de terre, garnisons, fortifications, voiages, dons et despence de leur maison royalle.» A bout d'expédients, Lerme avait fait argent de tout. Fuentes demandait un million d'or pour défendre la Lombardie. On le lui avait envoyé, mais pour cela il avait été nécessaire d'hypothéquer aux banquiers génois les immeubles que le roi possédait à Madrid, voire même de mettre en gage une partie de la flotte. « Il y a longtemps que le corps de leur Estat ne fust si en desordre », ajoute Vaucelas. « Leur necessité est si grande qu'elle est presque incroyable... On cherche moyen de trouver deulx cens mil escus pour les frais de voyage où est le roy d'Espagne, et croy qu'enfin on les prendra sur le pain et le vin de ce lieu..., personne n'est payé, *non* pas *mesmes* les officiers... dont aulcuns m'ont dict estre comme au desespoir..., il ne reste de disponible que... l'argent qui sert pour les menus plaisirs de ce roy, lesquelz, reduitz presque seulement au jeu, le duc de Lerme et quelques autres font estat asseuré de cela comme de quelque pension, et ne permettront jamais que cela soit diverti. »

Telle était, en 1610, la situation financière de l'Espagne. Dès lors, elle ne fit qu'empirer. En effet, malgré les richesses énormes apportées d'Amérique au commencement du siècle, malgré des contributions annuelles de trois millions votées par les Cortès, les besoins augmentaient à mesure que les ressources diminuaient. De Milan, de Naples et de Sicile, il n'y avait plus « rien à tirer », et c'est à peine si ces trois provinces pouvaient se suffire à elles-mêmes ; aux Pays-Bas, l'archiduc Albert se trouvait court d'argent, et quant à la Castille, ses revenus, dépensés aussitôt touchés, étaient inaliénables. Lerme avait bien pris le parti de fermer l'oreille aux demandes de remboursement, mais encore ne pouvait-il « faire sans cesse faulx-bont » à ses créanciers, à peine « de perdre pour jamais tout crédit ». Ce fut alors qu'en vue de combler le déficit toujours croissant, on mit à l'étude les projets les plus divers, les expédients les plus insensés : l'opportunité d'un impôt sur la mouture, impôt plusieurs fois reconnu

inapplicable, jusqu'au moment où, en 1606, le roi se décida à imposer d'un réal « chasque harvegne de bled » ; le doublement fictif de la valeur du billon, mesure irréfléchie qui jeta dans la circulation intérieure une si grande quantité de cuivre que l'emploi des monnaies de ce métal dut être prohibé dans un rayon de trente lieues de la frontière; la surélévation du taux de l'argent, qui fut, il est vrai, repoussée d'emblée parce que l'orgueil castillan n'aurait pu supporter de voir le réal refusé sur les marchés de l'Europe ; enfin ce fameux inventaire de toute la vaisselle plate de la Péninsule, qui fut dressé d'une manière dérisoire et souleva contre Lerme de vives protestations, surtout de la part du clergé.

Les pensions énormes, servies par Philippe II aux partisans qu'il s'était créés dans les cours européennes, avaient été maintenues par son successeur. Certes, le premier ministre eut bien désiré réduire ce chapitre du budget, mais bien lui en prit de n'y pas toucher, car l'Espagne avait plus que jamais besoin de tous ses pensionnaires à l'étranger, principalement en France, où ils lui rendirent d'inappréciables services lors de la mort de Henri IV. En revanche, les amis des mauvais jours, les Génois, ces usuriers auxquels le roi catholique recourait dans sa détresse, furent à plusieurs reprises sacrifiés sans pitié, et l'intérêt des sommes avancées par eux abaissé, du jour au lendemain, de 16 à 10, à 7 et même à 5 0/0. Cette dernière mesure, paraît-il, ruina du coup nombre de veuves et de pupilles dont le pécule avait été confié au fisc espagnol, *per non saper dove metterlo* ajoute le génois Marini. L'injustice était criante, mais le conseil des finances tenait en réserve bien d'autres surprises. Quand les changeurs madrilènes eurent subi le sort des banquiers italiens, que Philippe III se fut rabaissé jusqu'à la condition de ce petit duc de Modène qui vendait au plus offrant des titres nobiliaires, et qu'il eut, malgré l'opposition de tout le clergé du royaume, arraché au pape un bref d'absolution en faveur des juifs portugais nouvellement convertis — il leur extorqua à cette occasion 1,600,000 ducats — l'Espagne put assister à un spectacle aussi singulier que repoussant. Sur la

grande place de Séville, raconte Vaucelas, on fit dresser deux tentes « où les femmes maurisques, par femmes à ce deputées, (furent) visitées jusques aux lieux les plus secretz, et encor qu'ilz aient trouvé quelques chaisnes d'or cachées en telz lieulx, cela (fust) trouvé si mauvais que, sur la fin, il ne se praticqua plus. »

Trait bien caractéristique : tandis que le gouvernement le plus fier de l'Europe ne craignait pas de recourir à ces expédients humiliants, chacun de ses membres en particulier s'enrichissait d'une manière scandaleuse. Seuls, au milieu de cette Espagne dont l'élan patriotique ne se démentait pas, les Sandoval continuaient à sacrifier la chose publique à leurs intérêts privés et à vivre grassement aux dépens du roi, de peur d'entamer les revenus énormes que leur assurait le cumul entre leurs mains de toutes les charges de l'État. Un bénéfice important, une riche commanderie devenaient-ils vacants, Lerme s'en faisait investir aussitôt ; une flotte de galions était-elle signalée à l'horizon, il ne laissait à personne le soin d'annoncer l'heureuse nouvelle à Philippe, qui reconnaissait ce genre de service en accordant au favori de nouvelles pensions, ou même, comme ce fut le cas en 1603, « cent mil escuz de rente sur la pesche des atons, depuis Barcelone jusques en certain lieu le long de la mer Méditerranée. »

Il ne fallut rien moins que la révolution de palais d'octobre 1618 et la constatation d'un déficit de cinquante-quatre millions, dans le patrimoine royal seulement, pour que le conseil de Castille s'enhardit à flétrir ces dilapidations et à remontrer au roi que « si le pauvre peuple consentait à se laisser pressurer jusqu'à la moelle, c'était dans l'espoir que ce sacrifice de tous les jours contribuerait à sauver la monarchie, et non pas à enrichir des fonctionnaires d'ailleurs peu méritants ».

IV

« La faveur d'un souverain ressemble à la possession d'une femme qu'on adore ; c'est un bonheur dont on est si jaloux qu'on ne peut se résoudre à le partager avec un rival. » Cette

définition, placée par Gil Blas dans la bouche de Lerme, résume à merveille une carrière fortunée certes, à maints égards, mais que la méfiance semble avoir constamment empoisonnée. Pourquoi le *Carabrizzo mayor* s'efforce-t-il de consolider son crédit, alors que ses ennemis s'accordent à le reconnaître indéracinable ? Pourquoi, en proie à une noire mélancolie, se condamne-t-il plusieurs jours durant à un isolement incompréhensible ? Quel vague pressentiment l'agite ? La réponse des courtisans est invariablement la même : le favori soupçonne quelque rival de chercher à le supplanter dans les bonnes grâces du roi. Malheur alors à ceux qui ont osé lui déplaire. Si grande que soit leur situation, elle ne les protégera pas contre les rancunes du duc qui fera de leur exil la condition *sine qua non* de sa rentrée au palais.

Solidement assise, comme elle l'était au commencement du siècle, l'influence de Lerme sur Philippe III ne pouvait que fasciner la cour d'Espagne. Qu'eût-il servi en effet de former des cabales contre un favori qui, du premier coup, en était arrivé à cumuler toutes les fonctions publiques, créait des cardinaux selon son bon plaisir, se faisait nommer général, et à qui le roi transmettait, sans en prendre connaissance, les lettres confidentielles que ses sujets lui adressaient par-dessus la tête du premier ministre ? N'était-ce pas hier que, besoigneux Marquis de Denia, ce Sandoval luttait contre la misère et végétait ignoré au sein de la petite noblesse espagnole ? Que pouvait-il désirer maintenant ? Le pouvoir ? Il présidait les *Consulta* (Conseil secret) où se traitaient en dernier ressort les questions importantes. Toutes les affaires personnelles ou de grâces passaient par ses mains ; ses amis formaient la majorité dans le sein du conseil d'État, bien déchu d'ailleurs depuis la mort de Philippe II, et son âme damnée, le confesseur Fray Gaspar de Cordoba possédait l'oreille du roi. La fortune ? Il était le plus riche particulier du continent ; ses revenus, joints à ceux de ses fils, étaient montés en quinze ans de 14,000 à 700,000 écus. Les alliances ? Il se trouvait apparenté avec les plus nobles hidalgos et tenait dans sa clientèle les Mendoza, les Guzman, les Zuniga. Son aîné, le duc de

Cea, puis d'Uceda, avait refusé la main des princesses de Mantoue et de Modène — une Gonzague et une Este éconduites par un Sandoval! — Son puîné, le comte de Saldaña, était gendre du duc de l'Infantado et, fait unique dans les annales de la grandesse de Castille, « l'on trouvoit comme estrange de voir père, filz (et petit-filz) grandz en mesme temps. »

Pouvoir, fortune, satisfactions de vanité, Lerme avait tout obtenu, et cependant son esprit inquiet ne cessait de découvrir des points noirs à l'horizon. Une chose surtout l'affectait: l'hostilité croissante de la reine à son égard. Cette mignonne archiduchesse, à laquelle six mois d'ovations continuelles en Italie, depuis Gratz jusqu'à Gênes, n'avaient rien enlevé de sa candeur ni de sa modestie, avait débarqué à Valence le 18 avril 1599 au milieu de l'allégresse générale. A sa requête, et comme don de joyeux avènement, Philippe III avait accordé l'amnistie à la famille d'Antonio Perez et fait enlever des murs de Saragosse les têtes des rebelles qui y pourrissaient depuis la dernière rébellion. Lerme lui-même s'était incliné devant elle. Tout souriait à la jeune souveraine. *Redeunt saturnia regna!* inscrivaient sur leurs arcs de triomphe les municipalités des villes que traversait le cortège royal. Le réveil de l'infortunée allait être d'autant plus brusque que ses illusions avaient été plus profondes. A l'instant en effet où, grâce à son naturel doux et aimant, elle commençait à prendre quelque influence sur son époux, Lerme, dont la meilleure sauvegarde avait été jusqu'alors la chasteté de Philippe, se décida à intervenir et à briser d'emblée les velléités de fronderie que, à tort ou à raison, il croyait découvrir chez la compagne de son maître.

Dans cette guerre sourde contre une malheureuse femme, transplantée au milieu d'un pays dont elle ne connaissait qu'imparfaitement la langue, le favori se montra tel qu'il était: sans scrupules et impitoyable. Ce fut contre l'entourage immédiat de la souveraine qu'il hasarda ses premiers coups ; les dames d'honneur amenées de Gratz à Madrid par Marguerite furent éloignées les unes après les autres, et le confesseur jésuite lui-même eût été reconduit à la frontière, si son Ordre ne l'avait

soutenu énergiquement. Mais il ne suffisait pas de faire le vide autour de la reine, il s'agissait encore de la rendre suspecte au roi, de mettre une barrière entre elle et lui, d'interdire enfin à « l'Allemande » toute conversation politique avec son époux. Un instant Lerme se crut près d'arriver à ses fins, et cela grâce à l'emploi d'un moyen assez ingénieux. Avait-il à se plaindre de sa victime? redoutait-il une cabale ? Du jour au lendemain, sous un prétexte quelconque, il emmenait le roi à Denia, laissait Marguerite se morfondre à l'Escurial pendant plusieurs semaines et ne rentrait à Madrid qu'après avoir obtenu d'elle la promesse humiliante qu'elle se montrerait plus réservée à l'avenir. Dans d'autres circonstances, c'est par de perfides insinuations qu'il cherche à semer la désunion dans le ménage royal. « Il y a ces jours cy eu rumeur au palays, écrit Vaucelas à Puyzieux. La reyne d'Espagne s'étant mis en la teste que le coursier (Philippe III) avoit des amourettes, lui s'en alla au Pardo passer sa fantaisie, et elle en un monastère. Tout ce mistère n'a duré qu'un jour. Le soir, ils revindrent au palays. Les ombrages ne sont encore esvanouis. »

Malgré toutes ces blessures faites à son amour-propre, la reine résistait encore. Surveillée jour et nuit par la femme de Lerme ou par sa belle-sœur, la comtesse de Lemos, elle se refusait à abdiquer sa liberté et conservait de fréquentes relations avec sa compatriote, la vieille impératrice Marie, sœur de Philippe II, retirée dans le monastère des religieuses de Sainte-Claire de Madrid. Après leur avoir, mais en vain, fait défense de se visiter sans témoins ou de converser entre elles en langue allemande, le favori se décida à frapper un grand coup qui devait donner la mesure de sa toute-puissance. Pour vaincre l'obstination des deux princesses, pour les séparer à jamais l'une de l'autre, il n'hésita pas à décapitaliser Madrid et à entraîner le roi et la cour à Valladolid. A vrai dire, tout fut mis en œuvre pour le faire renoncer à ce dessein. Le corps diplomatique s'émut, les médecins, consultés, opinèrent à l'unanimité qu'il fallait être vide de sens commun pour troquer le climat le plus salubre de l'Espagne contre l'air âpre des plateaux de la Vieille-Castille ;

le roi lui-même osa bien annoncer qu'il quitterait avec regret ses palais et ses villas, que la cour d'ailleurs se trouverait à l'étroit à Valladolid, s'y entasserait et n'y vivrait qu'avec difficulté. Mais Lerme fut inflexible. Bon gré, mal gré, Philippe III et la reine durent habiter pendant six ans (1601-1606) une résidence où ils périssaient d'ennui, et tout porte à croire que leur séjour s'y serait prolongé longtemps encore, si le premier ministre, miné par la maladie et enfin débarrassé de sa vieille ennemie l'impératrice (morte en 1603), n'avait éprouvé le besoin de rentrer à Madrid, non sans s'être auparavant fait payer son retour par les autorités de cette dernière ville.

Le départ de la cour de Valladolid marque l'apogée de la faveur de Lerme. A l'intérieur, comme à l'extérieur, ses ennemis qui, jusqu'alors, n'avaient osé le combattre à découvert vont se liguer maintenant pour tenter de le renverser, et le roi, tout en lui conservant sa confiance et ses sympathies, commencera peu à peu à discuter le pour et le contre de résolutions dont il se plaisait jadis à lui laisser l'initiative. Au surplus, il était écrit que Lerme, imitant en cela la plupart de ses devanciers, se chargerait d'être l'instrument inconscient de sa propre chute. On a vu plus haut que, dès le mois de septembre 1598, il s'était fait nommer « sommelier du corps ». Grâce à cette fonction qui lui donnait accès à toute heure dans les appartements royaux, il pouvait, à sa convenance, surveiller la personne du souverain et intercepter tout ce qui lui paraissait suspect. On objectera peut-être que la reine et le confesseur continuaient malgré tout à jouir du privilège de parler tête à tête à Philippe. Mais qu'importait-il à Lerme de ces conciliabules ! Marguerite n'était plus guère à craindre, il le croyait du moins, et quant à Fray Gaspar de Cordoba, il eût été difficile de lui demander de nouveaux gages d'attachement, depuis le jour surtout où son intervention avait décidé le roi à émigrer à Valladolid. Et cependant tel était le despotisme du favori qu'il devait à la longue lasser les plus solides amitiés.

Ce fut à la suite d'un incident de palais qu'éclata la rupture entre le dominicain et son protecteur. On était à la fin de 1603.

Avec la brutalité insupportable qu'il mettait à exécuter ses vengeances, Lerme venait de faire arrêter et jeter dans un cachot trois dames d'honneur, dont une, la marquise del Valle, l'avait aidé de son influence et de sa bourse, alors qu'il se trouvait en butte aux ressentiments de Philippe II. La malheureuse criait à l'ingratitude et refusait de subir aucun interrogatoire, à moins que le roi, le confesseur et le président du conseil n'y assistassent. Il n'en fallut pas davantage pour que tous ceux qui, à la cour, avaient conservé une ombre d'indépendance prissent aussitôt parti contre l'oppresseur. Bien décidé à ne pas sanctionner par sa présence des actes qu'il réprouvait, l'archevêque de Tolède, Bernardo de Sandoval, se sépara avec éclat de son neveu et rentra dans son diocèse. Pour la première fois aussi le confesseur dominicain de Philippe et le confesseur jésuite de doña Marguerite se tendirent la main. La crainte du favori opérait des rapprochements qui jusqu'alors avaient paru impossibles.

Sans doute, cette tentative de rébellion fut fatale à Cordoba qui mourut quelques mois plus tard.... de chagrin, s'il faut en croire Khevenhiller dans la bouche duquel cet euphémisme appliqué aux victimes du duc demeure gros de sous-entendus. Toujours est-il que le branle était donné. L'année suivante déjà (1604), l'ambassadeur vénitien Contarini croit découvrir entre les ducs de Lerme et de Cea (Uceda), entre le père et le fils, les germes d'une dissension qui s'aggravera d'année en année. Bientôt après, c'est le peuple lui-même qui commence à murmurer; les pasquinades pleuvent dru comme grêle sur le premier ministre et sa camarilla, et Lerme, pour apaiser ses ennemis, se voit contraint de leur abandonner de temps à autre une de ses créatures. C'est ainsi qu'en 1607 il sacrifie Franqueza, ce fils d'esclave, dont la vénalité repoussante était devenue proverbiale à Madrid; mais cette satisfaction tardive accordée à la foule enhardit celle-ci plutôt qu'elle ne la fait taire, car les richesses inouïes découvertes dans les coffres du serviteur autorisent toutes les suppositions quant à l'origine de la fortune du maître. Aussi bien Lerme n'est pas au bout de ses humiliations :

« Autre rencontre luy est survenue, écrit à Brulart de Puysieux, le secrétaire Descartes. Le roy son maistre, au dernier voyage qu'ils ont faict à Lerme, luy donna quelques bourgs là aux environs pour augmenter son domaine, où ayant fait mettre ses armoiries dans les églises et lieux principaulx, les habitants les rompirent et jectèrent de la boue contre. Ung alcade fust envoyé pour informer de ceste insolance. Le peuple s'assembla et luy dirent de voix commune que c'estoient tous qui l'avoient faict, desirans ce maintenir soubz le roy leur seigneur, ainsi que de tout temps, et non point se mettre en obéissance du duc dont ilz se rachepteroient avec leurs vies. Cela s'est passé sans davantage de bruit, disant ledict duc, puisqu'ilz ne veullent estre à luy, il ne veult d'eulx. »

Ces manifestations, de jour en jour plus fréquentes et plus hostiles, de l'opinion publique chagrinaient le premier ministre et blessaient son orgueil, mais elles n'entamaient presque en rien son crédit. En 1608, en effet, Philippe III n'était pas près de « s'esveiller de l'assoupissement auquel le rete[noit] par son gouvernement le duc de Lerme ». Il commençait bien un peu à regimber quand les exigences de celui-ci passaient les bornes. Mais alors, de deux choses l'une, ou bien le duc tenait tête au roi — et dans ce cas Philippe cédait toujours — ou bien il prenait une voie détournée et n'en obtenait pas moins ses fins. « Il y a eu ici bruict d'un peu de mauvais mesnage entre le roy d'Espagne et le duc de Lerme sur l'ocasion de la charge d'inquisidor mayor vaquée par la mort du patriarche des Indes, laquelle ayant esté accordée par S. M. C. à la royne sa femme, en faveur de la supplication qui luy en avoit esté faicte par la comtesse de Barache (Harrach), dame alemande qu'elle affectionne, pour en gratiffier le cardinal Supate (Zapata), frère du conte son mary, le dit roy disant au duc ce qu'il avoit delliberé en cela, luy (le duc) fist paroistre qu'il estoit bien à propos, toutes fois afin que le cardinal de Tolède ne tesmoignast quelque mescontentement que cest office ne luy eust esté offert, ayant esté d'antienneté joint à l'archevesché de Tolède, il supplia S. M. le luy vouloir offrir, l'asseurant qu'il ne l'accepteroit, ce qui fut faict et à

mesme temps ledit duc escrivit audit cardinal avec force instance qu'il ne reffusast l'offre qui luy estoit envoyée, estant très important pour eulx et leur maison que ceste dignité fust en ses mains ; sur quoy il prit au mot; ce qui a faict rendre quelque froideur de visage envers le dict duc, et dit-on que le roy et la royne d'Espagne demeurent des jours sans se parler, mais le pouvoir et auctorité de ce duc sont sy grands que nul ne faict doubte qu'il ne racommode cela comme il voudra. »

L'agent français se trompait si peu dans ses pronostics que, quelques mois après la chute de Franqueza, nous retrouvons Lerme mieux en cour que jamais. Instruit en outre par l'expérience des dernières années, le favori s'efforce de ne rien abandonner au hasard ; il redouble d'attention pour pénétrer les desseins de ses ennemis et « s'attache à toutes dignes charges pour tous evenemens... se rangeant à voir manger [l]e petit prince à disner et soupper; à luy don[er] quelques bidetz et le promène dessus, luy le tenant, par les salles du chasteau pour comancer par ce rendre agreable. » Maintesfois aussi il entraîne Leurs Majestés à Lerme et les y régale de « comedies ou de thauros; » mais ce qui, plus que toute autre chose, contribue à consolider son crédit, c'est la nomination par lui provoquée de son page, Rodrigo Calderon, à la charge de chambellan du roi. Fils d'un obscur soudard, Calderon, dont on a dit que son influence sur le duc était au moins égale à celle que ce dernier exerçait sur Philippe ne tarde pas à conquérir les bonnes grâces royales et à devenir le plus fidèle soutien de son ancien maître.

Au fond, Calderon n'était qu'un ambitieux vulgaire, mais parti de beaucoup plus bas que Lerme, il ne sut pas, comme celui-ci, maîtriser l'enivrement que lui causa sa rapide fortune. Au contraire, son insolence, son cynisme, les manières impérieuses qu'il affectait à l'égard de la haute noblesse, indisposèrent les esprits et finirent par déchaîner, en 1611, un orage tel que le premier ministre eut toutes les peines du monde à y résister.

Ce fut à la suite d'une altercation violente entre le nouveau

chambellan et le duc d'Uceda que les grands, outrés de voir un homme de rien se dresser sans cesse entre eux et le roi, éclatèrent et se mirent en hostilité ouverte avec le « sous-favori, » comme ils l'appelaient. Étant donnés les liens qui unissaient Lerme à son ancien page, toute attaque dirigée contre celui-ci devait nécessairement ébranler la position de celui-là; aussi, bien que le but immédiat de la cabale d'Uceda parût être la chute de Calderon, il fut bientôt hors de doute qu'en cas de réussite les mécontents ne s'en tiendraient pas à ce premier succès. Néanmoins, personne encore n'avait osé déchirer le voile, lorsque la publication de la *Respublica Christiana* vint avertir Lerme du complot qui se machinait contre lui. Dans cet opuscule dédié « au très puissant et catholique roy d'Espagne, » l'auteur, un Franciscain, confesseur de l'infante doña Maria, adjurait Philippe III de reconquérir sa liberté et le rendait « responsable devant Dieu et devant le monde » des malheurs que le gouvernement du favori attirait sur la péninsule. L'effet produit par cette audacieuse philippique fut considérable. Lerme, tout le premier, s'en rendit compte et résolut de parer le coup en rappelant Calderon auprès de lui; mais, afin de sauver les apparences, il obtint que son confident serait maintenu dans tous ses biens, — ils montaient à 30,000 écus de rente —; puis il le fit successivement nommer comte de la Oliva, marquis de Siete Iglesias, « alguazil mayor de la chancellerie de Valladolid perpetuel pour luy et sa maison et correo mayor perpetuel de ladicte ville, avec un habit de Saint-Jacques et la commanderie de Occanne (Ocaña) qui vaut 1,500 escus. »

C'était aller trop vite et trop loin. Tel fut l'avis de Fray Luis de Aliaga. Le nouveau confesseur du roi était « reputé pour homme de bien et assez franc pour un Espagnol. » Avant de remplacer Cordoba, il avait été confesseur du premier ministre qui le tenait « pour ceste consideration comme sa creature, » mais « depuis avoir eu cognoissance comme les affaires estoient gouvernées, [il] s'est[oit] comme peu à peu esloigné de la devotion qu'il avoit à ce duc, et du tout separé d'amitié d'avec ce Calderon. » Aliaga n'hésita pas à accepter l'alliance que lui

offraient la reine et Uceda. Il fit plus, et représenta à Philippe qu'il était illogique de chasser un serviteur pour l'enrichir ensuite; qu'en conséquence il fallait maintenir Calderon dans sa charge s'il était innocent, ou le châtier s'il était coupable. Pour le coup, Lerme perdit contenance. En vain pensa-t-il avoir raison d'Aliaga en cherchant à le faire nommer à l'archevêché de Saragosse; le confesseur éventa l'artifice et laissa entendre « que quand Sa Majesté ne se voudroit plus servir de luy, qu'il la suppliroit lors de luy permettre se retirer en son couvent comme un simple frater qu'il estoit. » Philippe, de son côté, désirait conserver auprès de lui son directeur spirituel. « Je ne veulx pas qu'il s'esloigne de moy! » avait-il répondu à Lerme qui insistait pour obtenir le renvoi du confesseur. Cette dernière rebuffade acheva d'aigrir le favori. Après avoir inutilement tenté de faire empoisonner Aliaga, il quitta l'Escurial et vint s'enfermer dans son palais de Madrid.

A ce moment là, vers la fin de 1611, la situation du duc parut si fort compromise, que ses ennemis s'apprêtèrent à se partager ses dépouilles. « *Lerma, s'intende per cosa sicura, sia per durare poco.* » Telle était l'opinion générale en Italie, lorsqu'un événement imprévu vint dérouter toutes ces conjectures et raffermir le crédit du favori. Le 3 octobre, au matin, doña Marguerite s'éteignit à l'Escurial. Elle mourait en couches, comme tant d'autres reines d'Espagne, mais, d'autre part, elle mourait fort à propos pour Lerme, « d'aultant que ceste princesse commençoit à prendre cognoissance des affaires et eust enfin deplacé ce duc ou tellement retranché son credit que sa condition en eust esté bien changée ». C'est assez dire que la rumeur publique ne se fit pas faute d'accuser Lerme du plus odieux des forfaits. Ces soupçons étaient-ils fondés? L'histoire doit-elle se montrer plus sévère que les juges espagnols qui condamnèrent à mort Calderon pour concussion, mais l'acquittèrent du chef d'empoisonnement de la reine? Ou bien faut-il admettre avec Piasecki que doña Marguerite « mourut de la senteur de quelques pastilles empoisonnées jetées sur la braise de son feu? » En l'absence de toute espèce de preuve, on en est réduit à des suppositions. Une

chose néanmoins demeure certaine, c'est que la conduite du favori en cette occurence fut plus que singulière. Quelques jours avant le décès de la reine, écrit un contemporain, il s'était trouvé en proie à une agitation extrême, changeant « trois foys de logis et en l'un d'iceulx seize fois la place de son lict. » Son trouble augmenta quand « ses amys et serviteurs estans à l'Escurial luy mandèrent comme un chascun et jusques au roy mesme trouvoient mauvaise son absence en l'extremité de la maladie de ceste princesse ». On eût dit que le remords le clouait à Madrid. Encore, en effet, que rien ne le retînt dans la capitale, ce fut seulement le « premier [d'octobre] au soir bien tard » qu'il se mit en route « et le lendemdin arresta assez bonne espace de temps en un village prez l'Escurial, disant ou feignant que son indisposition ne luy permettoit de passer oultre sans ce repos ».

Lorsque Lerme arriva, Marguerite était à l'agonie. Quant au roi, abîmé dans sa douleur, il conservait si peu de ressentiment envers son favori, que celui-ci, poussant l'impudence jusqu'à ses dernières limites, s'empressa de récompenser « le médecin Mercator par l'advis duquel cette royne [avoit été] pensée [*sic*] », en lui faisant obtenir « un habit de Saint-Jacques pour son filz avec une commande[rie] de deux mil ducats de rente. »

V

Avec la mort de doña Marguerite disparaissaient les dernières entraves apportées à la réalisation des *Mariages espagnols*. A l'extérieur comme à l'intérieur, le triomphe du favori était donc complet. C'est qu'en effet la lutte d'influence engagée entre Lerme et la pauvre reine n'avait pas tardé à se compliquer de divergences de vues sur presque toutes les questions de politique étrangère. Seules représentantes à la cour du parti allemand, Marguerite et la vieille impératrice avaient — dès 1599 — formé avec l'ambassadeur impérial, comte Khevenhiller, un triumvirat assez semblable à celui formé contre Richelieu

par Marie de Médicis, Anne d'Autriche et l'ambassadeur espagnol, marquis de Mirabel. L'impératrice morte, Marguerite, secondée par son conseiller, n'avait pas perdu courage. Ce qu'elle désirait avant tout, c'était de provoquer une alliance plus étroite entre l'empire et l'Espagne, soit par le moyen de mariages, soit par des compromis de famille qui auraient fait tomber la succession de Rodolphe II entre les mains d'un archiduc dévoué aux intérêts du roi catholique. Or, pour atteindre ce but, pour obtenir le consentement de Philippe III aux fiançailles de son cousin Léopold avec l'infante Anne, il fallait auparavant renverser le duc de Lerme qui, en haine des Habsbourg d'Allemagne, négociait les mariages de Louis XIII avec la princesse d'Espagne et du prince des Asturies avec Élisabeth de France. Tels étaient les projets que brisa la catastrophe du 3 octobre. La reine morte, Léopold perdait son seul soutien. Les mariages espagnols étaient faits.

A notre sens, il faut se garder de juger de toute la politique étrangère de Lerme par le beau coup de partie qui termina ses négociations avec Marie de Médicis, comme aussi de vouloir à tout prix faire du premier ministre de Philippe III le continuateur de l'œuvre de paix entreprise sous le règne précédent par la faction Eboli. Inconstant et égoïste dans sa diplomatie comme dans le reste de son administration, Lerme, qu'on en demeure convaincu, ne s'entête dans un dessein que s'il y trouve son intérêt personnel. Aussi bien sa répugnance à faire la guerre n'a-t-elle rien de systématique. Sans parler de l'expédition d'Irlande (1603) ou de l'envoi d'armées espagnoles dans les Pays-Bas — deux legs de Philippe II, — le favori sait au besoin satisfaire aux exigences du parti de l'action en jetant quelques milliers d'hommes sur les Berbères de l'Arrach. Mais, en revanche, il combattra avec la dernière énergie les projets belliqueux d'un Fuentes ou d'un Pierre de Tolède et s'opposera à ce que les démêlés de son maître avec le Louvre s'enveniment au point de provoquer une rupture entre les deux couronnes. Le repos de l'Italie lui tient à cœur parce que la péninsule est gouvernée par des rivaux qu'il y a en quelque sorte exilés. La paix

avec la France importe avant tout à la réussite des combinaisons matrimoniales dont il s'est fait le promoteur. Il faut bien le dire, là est la vraie, là est la seule gloire de Lerme : avoir d'un trait de plume abattu pour vingt ans la coalition anti-espagnole et réduit la France à l'impuissance, en la rendant suspecte à ses anciens alliés. Cette gloire, il serait d'autant moins équitable de la lui contester que les mariages de 1612, s'ils furent un bonheur inespéré pour l'Espagne, précipitèrent d'un autre côté la chute du favori, en ce sens qu'ils permirent au parti militaire de se prévaloir de la complaisance et de la faiblesse du gouvernement français pour engager Philippe III à remanier à son avantage la carte de l'Italie et à reprendre la politique militante de ses prédécesseurs.

Avec sa clairvoyance accoutumée, Lerme avait pressenti le danger et ne s'était pas dissimulé l'atteinte que recevrait son prestige le jour où ses subordonnés de Naples et de Milan se ligueraient contre les États indépendants d'Italie, où Fuentes finirait par pousser à bout la Savoie, Venise et les Grisons. Aussi, à peine l'irascible général eût-il fermé les yeux, que l'on s'occupa à Madrid de pourvoir au gouvernement de la Lombardie; tâche difficile, d'autant que pour un candidat dévoué à la politique italienne du duc, dix se présentaient qui lui étaient résolument hostiles. Après maintes hésitations, le choix de l'Escurial se fixa sur le prédécesseur immédiat de Fuentes, don Juan Fernandez de Velasco, connétable de Castille, vieillard de soixante-trois ans, apoplectique, soldat médiocre, à la vanité duquel suffisaient amplement les lauriers qu'il estimait avoir cueillis à Fontaine-Française. Malheureusement pour le favori, Velasco ne put tenir à Milan. Au bout de quelques mois, il demanda son rappel sous prétexte de maladie, ce qui, traduit en bon espagnol, signifiait que l'orage commençait à gronder du côté du Piémont, et que le connétable ne se souciait pas de l'affronter.

Pris cette fois au dépourvu, Lerme eut la main malheureuse. Le nouveau gouverneur, marquis de San-Germano, puis de la Hinojosa, était un de ces Mendoza que les Sandoval avaient su s'at-

tacher par les liens du sang et de l'intérêt. Très dévoué à Lerme, mais très incapable, il ne s'était rien moins que distingué dans l'expédition de l'Arrach en 1610, et passait à Milan, où il commandait la cavalerie, pour avoir engagé sa foi au concesseur du fief de San-Germano, à Charles-Emmanuel. Ce qui est certain, c'est que celui-ci, à qui l'irrésolution et l'insuffisance notoire de son ancien vassal donnaient beau jeu, ne laissa pas échapper l'occasion qui s'offrait de tenter un grand coup en Italie. Vers la fin d'avril 1613, il se jeta sur le Montferrat qu'il mit à feu et à sang. Devant une pareille violation du droit des gens, Venise arma, et la plupart des États de la plaine du Pô, imitant son exemple, se déclarèrent en faveur de Mantoue. Seul, la Hinojosa ne bougea pas. Soit qu'il fût de connivence avec le duc, soit qu'il prît trop à la lettre les instructions pacifiques qui lui avaient été données à Madrid, il engagea si mal la partie et se laissa si bien jouer par Charles-Emmanuel que l'affaire du Montferrat s'envenima peu à peu et finit par dégénérer en rupture ouverte entre l'Espagne et la Savoie. Battu dans toutes ses négociations, repoussé deux fois du Piémont où il avait pénétré avec une grosse armée, la Hinojosa était devenu la risée de la cour de Philippe III, lorsque Lerme se décida en 1615 à le rappeler et à le laisser tomber en disgrâce.

L'échec de la Hinojosa devait être plus fatal au favori que les cabales d'Uceda, l'hostilité du confesseur et les menées souterraines des Jésuites, ces ennemis jurés de l'homme dont toutes les préférences allaient aux Dominicains. En s'acharnant pendant trois ans à couvrir de sa protection une créature qui le compromettait, Lerme s'était fait un tort incalculable aussi bien en Espagne qu'en Italie. A Madrid surtout, on se montrait las de la politique d'atermoiement suivie par les deux successeurs de Fuentes, et l'orgueil castillan demandait à prendre sa revanche des humiliations que lui avait fait subir le duc de Savoie. Au moment d'être débordé, Lerme céda et consentit au départ de Pierre de Tolède pour Milan. Ainsi se trouvait formé le fameux triumvirat qui terrorisa la péninsule à partir de 1616 et finit par réduire aux abois la République de l'Adriatique.

Tolède à Milan, Bedmar à Venise, Ossuna à Naples, l'Italie échappait à Lerme. Mais là ne s'arrêtèrent pas les déboires du favori. Sa politique allemande subit bientôt le sort de sa politique italienne. Dès 1615, le cabinet de Madrid avait pris en mains la cause de l'archiduc Ferdinand de Gratz et secouru celui-ci dans la guerre qu'il soutenait en Frioul contre les Vénitiens. Deux ans plus tard, il fit un pas de plus et autorisa le comte d'Oñate, qui se trouvait à Prague, à signer avec le futur empereur un traité — annulé dans la suite — en vertu duquel Ferdinand cédait au roi son cousin l'Alsace, le Tyrol et leurs dépendances comme prix de la renonciation de Philippe III à ses prétentions éventuelles sur la Bohême et la Hongrie. C'était là un premier pas vers la réunion des deux branches des Habsbourg, en même temps qu'un coup droit porté à Lerme dont toute la vie n'avait été qu'une lutte contre l'influence allemande.

Tenace comme il l'était, le favori ne pouvait s'avouer vaincu; il résolut donc de tenter un dernier effort pour ressaisir le pouvoir qui lui échappait. Le 11 avril 1618, Madrid apprit, non sans étonnement, que son clergé possédait une Eminence de plus dans la personne du *cardinal-duc* de Lerme. Cette nouvelle dignité, à laquelle il aspirait en cachette depuis près de douze ans, ne devait point, dans la pensée des ambassadeurs accrédités à l'Escurial, apporter « de changement au maniement et gouvernement des affaires ». Veuf dès 1603, « le duc de Lerme avoit en 1606, nous dit Barraut, obtenu permission du pape de se rendre frère geronimiste lorsqu'il voudroit, avecque dispence de n'estre novice; » ce qui « faisoit penser aulcuns qu'il avoit faict ceste recherche afin que, s'il luy arrivoit quelque disgrace de fortune, il se peust seurement retirer. » Quoi qu'il en soit, le secret avait été si bien gardé que la nouvelle fit son effet. La capitale illumina. Reçu par Philippe III à Aranjuez avec les égards dus à un prince de l'Église, Lerme s'abusa sur l'importance de ces démonstrations; il alla même jusqu'à croire, en bonne foi, qu'il lui serait possible de conserver dans le gouvernement une influence prépondérante, et qu'Uceda, en faveur

duquel il avait, le 13 avril, résigné la plupart de ses charges, respecterait certaine clause des conventions intervenues entre eux, soit de ne rien entreprendre sans le consulter. Folle chimère. C'était bien son abdication qu'il avait signée le jour de la remise de la barrette; croyant se consolider, il n'était parvenu qu'à faciliter la tâche de son fils et du confesseur acharnés à sa ruine. Au reste, la mésaventure advenue à son confrère Klesel (juillet 1618), jeté dans les fers par les archiducs, vint à point nommé lui dessiller les yeux et l'avertir que, dans certains cas, la pourpre ne servait pas de sauvegarde. Ce fut alors que, rongé de dépit et ne sachant à qui se prendre de son infortune, il leva sa canne sur Calderon son conseiller, et lui cingla l'échine.

VI

Malgré les efforts combinés des Habsbourg d'Allemagne, de l'ordre de Jésus, du parti militaire, et surtout d'Uceda et du confesseur, le cardinal-duc, bien que considérablement diminué, se refusait à quitter la cour aussi longtemps qu'il n'en aurait pas reçu l'ordre de son souverain. Comme, d'autre part, celui-ci ne manifestait en aucune façon l'intention de se séparer d'un favori avec lequel, depuis près d'un quart de siècle, il entretenait un commerce de tous les instants, le dénouement de cette dernière intrigue eut sans doute tiré en longueur, si Aliaga ne s'était décidé à le brusquer. Assisté d'un jésuite et d'un récollet, le confesseur réussit à porter le trouble dans l'esprit du crédule monarque, en lui remontrant qu'il compromettrait son salut si, dans un très bref délai, il ne se décidait à retirer tout pouvoir à Lerme et à prendre lui-même en mains les rênes de l'État. Cette fois, Aliaga avait trouvé le défaut de la cuirasse. Entre le repos de sa conscience et l'affection qu'il portait à Lerme, le roi n'hésita pas.

Le 4 octobre 1618, raconte l'historien de Philippe IV, don Gonzalo de Cespedès, le nouveau cardinal quitta l'Escurial pour se retirer dans ses terres. La nuit commençait à tomber. Réunis

dans un dernier tête-à-tête, le prince et son ministre se plaisaient à raviver leurs souvenirs et à atténuer la portée d'une séparation qui, dans la pensée de tous deux, ne devait pas être éternelle. Arraché à ce palais où, quelques mois auparavant, il commandait encore en maître, Lerme, de sa voiture, jeta un long regard sur la masse imposante et sombre dont il s'éloignait pour toujours, et fit le signe de la croix, tandis que les cloches d'un cloître tintaient au loin pour le bout de l'an de la reine défunte, de cette Marguerite de Gratz dont la mort énigmatique avait retardé de sept ans la chute de son bourreau.

Telle fut la fin de cette carrière politique si prodigieusement fortunée que l'histoire en connaît peu de semblables. Éloigné, mais non pas disgracié, Lerme emportait dans sa retraite, outre l'estime de son maître, la certitude que sa place demeurerait vide; il savait, en effet, qu'Uceda, quoique « fort chery du Roy », ne serait jamais qu'un « instrument pour fere sçavoir les volontez » de Philippe qui, mettant à profit les conseils d'Aliaga, voudra désormais « tout sçavoir et tout ordonner ».

Il était une chose cependant dont l'ex-premier ministre était loin de se douter, à savoir que la faveur royale, qui jusque-là l'avait protégé contre les entreprises de ses ennemis, serait impuissante à arrêter le débordement de haines et d'ingratitudes auquel il allait être en butte maintenant qu'il était descendu du pouvoir. Certes, l'épuration politique et administrative entreprise par Uceda après le départ de Lerme était prévue et nul n'ignorait que le comte de Lemos, don Hernando de Borja (comendador de Montesa), le comte d'Olivarès et tant d'autres parents ou amis du cardinal-duc ne seraient pas maintenus dans leurs charges par le nouveau gouvernement. Mais il y a loin de ces représailles, inséparables de toute révolution de palais, à l'acharnement odieux du fils contre le père, à ce « dernier coup de pied » donné à Lerme, qui voit mettre « en la charge de gouverneur du prince d'Espagne, qui luy estoit seule restée, don Balthasar de Çuniga », à ces bruits répandus coup sur coup « qu'ont esté ouyes les vieilles dames du pallais sur la mort de la royne

d'Espagne », que Calderon a été mis en état d'arrestation, « ses biens... saisis, et son père et sa mère envoyés à Tolède avec ordre de n'approcher Madrid ny Valladolid de dix lieues. » En présence de ces exécutions sommaires, n'est-il pas permis de se demander quel sort eût été réservé à Lerme, si Uceda n'avait enfin compris qu'il dépassait son but et ne s'était vu contraint, en avril 1619, de se « jetter... aux pieds du roy... le suppliant avoir soing de l'honneur de son père [et] de sa maison »?

Avec toutes leurs violences, Uceda et Aliaga travaillaient sans s'en douter à réhabiliter le gouvernement de Lerme dans l'opinion publique. Incapables, sans expérience aucune des affaires, comme aussi sans autorité suffisante pour l'acquérir, les deux alliés parvinrent il est vrai à exercer pendant deux ans un semblant de pouvoir; mais au prix de quelles turpitudes et de quelles humiliations! Pour maintenir plus longtemps dans la dépendance paternelle le prince-héritier, dont ils connaissent les sentiments d'animosité à leur égard, ils en sont réduits à retarder de mois en mois la consommation de son mariage et à jeter dans ses bras une maîtresse de leur choix. En revanche, il suffit d'un récollet introduit subrepticement dans la chambre du roi par Philibert, grand-prieur de Savoie, et l'infante Marguerite de la Cruz, pour que le confesseur, accusé de sortilège, soit mis « en branle par un procès... qu'on luy instruit fort et ferme. »

Cependant la santé de Philippe III s'altérait de jour en jour. En proie à une mélancolie profonde depuis le départ de son favori, souffrant en outre d'une fièvre tierce, contractée au cours d'un voyage en Portugal, le malheureux monarque avait, à deux reprises, exprimé le désir que Lerme vînt passer quelques jours à l'Escurial, mais Uceda, tout en feignant de n'y point contredire, s'était empressé d'intercepter la première invitation et venait, en février 1621, de faire rebrousser chemin à son père qui accourait à Madrid dans le dessein de tenter un dernier effort en faveur de Calderon. Quelques jours après, Philippe III s'alitait. « Sa maladie, raconte Bassompierre, luy commença dès le premier vendredy de caresme, lors qu'estant sur ses despesches,

le jour estant froid, on avoit mis un violent brasier au lieu où il estoit, dont la reverberation luy donnoit sy fort au visage que les gouttes de suëur en desgoutoient, et de son naturel il ne trouvoit jamais rien à redire ny ne s'en plaignoit. Le marquis de Pobar... dit au duc d'Albe, qui estoit gentilhomme de la chambre comme luy, qu'il fist retirer ce brasier qui enflammoit la ioüe du roy, mais comme ils sont tres punctuëls en leurs charges, il dit que cela appartenoit au someilier du corps, le duc d'Ucede. Sur cela, le marquis de Pobar l'envoya chercher en sa chambre ; mais par malheur il estoit allé voir son bastiment ; de sorte que le roy, avant que l'on eust fait venir le duc d'Ucede, fut tellement grillé que le lendemain son temperament chaud luy causa une fièvre, cette fièvre une eresipelle, et cette eresipelle, tantost s'appaisant, tantost s'enflammant, degenéra enfin en pourpre... »

Quel que soit le nom qu'il convienne de lui donner, toujours est-il que le mal fit de rapides progrès. L'estomac du patient se débilitait d'heure en heure, nous disent les ambassadeurs italiens ; son ventre, ses reins et ses cuisses se couvraient d'ulcères. Le 27 mars « sentant bien qu'il se mourroit », et que « les medecins n'y entendoient rien », Philippe « commanda que l'on fit des processions et des prières publiques pour luy » ; puis il fit placer « contre son lit le corps de san Isidoro... et envoya querir le cardinal-duc de Lerme à Valladolid », mais trop tard, car le 31 mars, à neuf heures du matin, il expirait au milieu d'atroces angoisses physiques et morales. Ironie de la destinée! Cette âme candide, ce chrétien convaincu en était arrivé à un état voisin de la désespérance. Depuis la mort de la reine surtout, il s'accusait à tout propos de fautes imaginaires ; tantôt c'était le regret de n'avoir pas suffisamment profité des sermons de son prédicateur préféré, le jésuite Florencia, tantôt la crainte que Dieu ne lui pardonnât pas d'avoir si mal gouverné l'Espagne. Il n'existe donc aucune raison de douter de la véracité de Saluzzo, le résident génois auquel nous empruntons une relation encore inédite des événements de l'année 1621, lorsqu'il affirme que le mourant, après avoir fait appeler à son chevet le confesseur Aliaga, lui aurait reproché en termes sévères ses intrigues et les

moyens peu honorables dont il s'était servi pour capter sa confiance. Quel saisissant contraste l'anxiété de cette conscience trop délicate n'offre-t-elle pas avec la quiétude dont Philippe II fit preuve à ses derniers moments!

Comme tous les souverains faibles dont les vertus domestiques ne cherchent pas à éblouir les masses, le roi défunt fut vite pleuré: un « chetif convoy » transporta à l'Escurial sa dépouille putréfiée, que les médecins eux-mêmes se refusaient à approcher, et ce fut tout. C'est que, aux yeux de l'Espagne, ce qui avait disparu le 31 mars 1621, ce n'était pas tant Philippe III que le régime exécré des Sandoval. Nous n'en voulons d'autre preuve que le soupir de soulagement qui s'exhala de toutes les poitrines à la nouvelle qu'Uceda, Aliaga et Lerme avaient reçu l'ordre, les deux premiers de quitter Madrid dans les vingt-quatre heures, celui-ci, de ne pas bouger de Valladolid, où il s'éteignit « fort destitué d'amis » quatre ans plus tard, le 21 mai 1625. Au cardinal-duc et à Uceda, un nouveau favori venait de succéder dans la personne du comte-duc d'Olivarès.

En 1610, parut à Rome un dessin satyrique qui fit le tour de la péninsule. Philippe III y était représenté assis sur un trône, tenant dans sa main droite une quenouille en guise de sceptre, tandis que Lerme, nonchalamment étendu à ses pieds, le regardait filer. Pour irrévérencieuse qu'elle fût, l'allégorie ne manquait pas d'à-propos. En tout cas, elle dépeint à merveille la politique efféminée et atermoyante que pratiqua l'Espagne jusqu'au moment où le favori se laissa déborder par le parti militaire, où Pierre de Tolède, Spinola, Feria se reprirent enfin à tenir haute et ferme la bannière de Castille aux Pays-Bas, en Allemagne et en Italie. Faible à l'extérieur, vexatoire, voire même oppressif à l'intérieur, en butte à des pamphlets où l'opinion publique se manifestait avec violence contre lui, le gouvernement de Lerme, dans tout autre pays que l'Espagne — en France

par exemple — eut provoqué des soulèvements continuels. Grâce à quel ensemble de circonstances parvint-il à s'implanter au milieu d'une nation composée d'éléments si divers, et à s'y maintenir pendant vingt ans, sans conteste sérieuse en somme? C'est là ce qu'il convient de rechercher.

Que si l'on jette un coup d'œil sur les institutions qui régissaient l'Espagne au commencement du XVII^e^ siècle, on demeure tout d'abord frappé des prérogatives que le pouvoir royal a su s'adjuger depuis quatre-vingts ans. Alors, en effet, que partout ailleurs il décline ou cherche à regagner le terrain perdu; qu'en France, Henri IV se heurte à l'hostilité des anciens grands dignitaires de la Ligue, et Louis XIII à celle du parti huguenot; qu'en Allemagne, Rodolphe II se trouve tenu en bride par les diètes et les électeurs; qu'en Angleterre, enfin, Jacques I^er^ doit recourir à la force pour vaincre les résistances de son parlement, en Espagne, en revanche, la royauté a non seulement conservé tout son éclat, mais encore augmenté son autorité aux dépens de celle des cortès, dont les privilèges n'ont pas toujours été respectés par Charles-Quint ni par Philippe II.

D'autre part, la situation des grands n'est plus ce qu'elle était du temps d'Isabelle la Catholique. Humiliés, bannis de la cour par les prédécesseurs de Philippe III, ils ne sont rentrés en scène qu'avec le ministère de Lerme et ne peuvent être assimilés en aucune manière aux « princes, ducz, pairs et officiers de la couronne de France ». Pour eux, point de gouvernement à vie, cette plaie dont la monarchie française souffrait encore sous Louis XIII; point de for spécial; le premier fermier venu a le droit de les citer à la barre du corregidor ou même de recourir à la justice du roi. Telle est, au contraire, la dépendance dans laquelle ils végètent, qu'ils ne songent pas un instant à créer des difficultés au souverain. Fuentes, certes, n'exécute pas toujours à la lettre les ordres qu'il reçoit de Lerme, mais il n'en demeure pas moins un des plus fermes soutiens du pouvoir royal en Italie; et quant à Ossuna, si tant est qu'il ait comploté de détacher le royaume de Naples de la métropole, il convient de ne pas oublier que sa conduite étrange, ses intempérances de langage, sa vanité pous-

sée jusqu'à la folie, lui assignaient, sous Philippe II déjà, une place à part au milieu de la grandesse espagnole.

Réduite à ses seules forces, ne trouvant pas, comme en France, des dissensions religieuses à exploiter, la haute noblesse ne pouvait se soustraire à l'autorité royale. Pour se révolter, il lui fallait un prétexte ou tout au moins l'appui de la nation ; or elle ne possédait rien de semblable, puisque, d'une part, l'ordre de succession à la couronne, nettement défini, ne prêtait pas à contestation, et que, de l'autre, il y avait incompatibilité absolue d'intérêts entre les classes laborieuses et les seigneurs terriens.

Au reste, pourquoi ne pas le reconnaître, nous ne savons rien de moins égoïste que l'attitude politique des grands de la cour de Philippe III. En se serrant autour du trône, en abdiquant toute velléité d'indépendance, ils ont, dans une certaine mesure, rivalisé de patriotisme avec ce peuple espagnol qui s'ôtait le pain de la bouche pour assurer l'entretien des armées de Spinola, et se laissait pressurer sans murmurer, pourvu que l'on ne touchât pas à ses *fueros;* ils ont aussi mérité leur part du bel éloge qu'un témoin non suspect de partialité en leur faveur, Vaucelas, fait des Espagnols de son temps : « Tout bien considéré, ce n'est une petite gloire à eulx de se retrancher eulx mesmes pour avoir une grande partie des princes estrangers leurs pensionnaires, et par là un tel credit qu'ilz se peuvent dire à bon droict les principaulx gouverneurs de la chrestienté, pour l'entremise et pouvoir qu'ils ont dans les principales affaires, qui semblent comme despendre d'eulx. Ilz ont aussy ce bonheur que tous unanimement tendent à l'honneur de leur roy et de leur nation ; leurs grands n'estantz à charge à l'Estat d'excessives et insupportables pensions, se contentantz, à leur tour, de ces gouvernementz alternatifz sans s'y establir aultrement, et eulx d'entre eulx qui ne sont si bien traictez qu'ilz croyent meriter, se retirent doulcement, sans brouiller pour leur particulier le repos général et la grandeur de leur maistre. »

C'est ce respect de tous pour l'autorité royale qui fit, pendant plus de vingt ans, la force des Sandoval, qui leur permit de gouverner la monarchie à leur gré, de dilapider ses finances et de

laisser entamer son prestige à l'étranger. Mais pour cela, le sentiment national n'était pas mort. Humilié sous Philippe III, il allait s'exalter aussitôt après la chute de Lerme, et rendre l'Europe certaine qu'à défaut de finances prospères, l'Espagne possédait encore une diplomatie et une armée.

ROTT.

ANGERS, IMP. BURDIN ET Cie, RUE GARNIER, 4.